

Éditorial

Risques politiques

FRÉDÉRIC LEBARON

Les prévisions sont devenues de plus en plus difficiles en matière de conjoncture économique. L'amplitude des turbulences monétaires et financières mondiales s'accompagne de multiples chocs géopolitiques qui entretiennent un climat d'incertitude généralisé, ce qui rend l'exercice très aléatoire.

Dans ce contexte qui s'est encore complexifié dans l'Europe de 2016, les experts craignent par-dessus-tout la montée des « risques politiques » : *Brexit*, montée des partis dits « populistes » sous l'effet de la crise sociale, de la pression migratoire et des attentats, poussées autonomistes et montée des contradictions... Les risques politiques sont décrits comme des menaces pour une reprise économique qui se nourrit essentiellement aujourd'hui d'une politique monétaire très expansionniste, de la résistance de la consommation des ménages et d'un léger relâchement de la politique d'austérité, le tout dans un contexte quasi déflationniste. La stagnation des prix entretient pour un temps l'illusion d'une amélioration généralisée, mais aucune véritable dynamique d'investissement

– public ou privé – ne peut créer les conditions d'un mouvement de reprise plus marqué, ce qui n'améliore ainsi que marginalement et très lentement la situation du marché du travail européen, durement éprouvé depuis 2009.

Les mêmes experts en appellent en Europe à des réformes structurelles censées rendre possible la « libération de la croissance », qui serait selon eux limitée par des freins multiples, d'origine avant tout institutionnelle. Les risques politiques sont dès lors perçus comme exogènes au fonctionnement normal et sain de l'ordre économique : la flexibilisation des marchés (en premier lieu le marché du travail) est ainsi devenue l'horizon des changements politiques susceptibles de rétablir de meilleures conditions économiques futures...

En France, la loi El Khomri, dont les principales mesures correspondent à d'anciennes revendications patronales, illustre aujourd'hui parfaitement la simplicité et l'univocité de l'agenda néolibéral européen, répété à longueur d'éditoriaux dans la presse financière et dans les déclarations des principaux acteurs politiques et bureaucratiques. Au nom de la lutte contre les rigidités du marché du travail, les réformes (en fait des contre-réformes sociales)

visent avant tout à dégrader un peu plus la position des salariés afin de mettre en place des conditions d'emploi et un cadre légal censés permettre aux employeurs d'embaucher. Enfermée dans ce raisonnement micro-économique banalisé et stéréotypé, la pensée économique officielle, relayée par une frange des économistes dominants derrière le Nobel Jean Tirole¹, se contente de décliner la *doxa* de la flexibilité. La force sociale et politique de celle-ci n'a d'égal que son absence de fondement empirique clairement établi.

Jamais d'ailleurs la science économique n'est apparue aussi divisée en France : à côté des défenseurs de la politique néolibérale, sur-représentés au sein de l'école d'économie de Toulouse ou à l'école Polytechnique, une autre fraction d'économistes, parmi les plus reconnus au sein du champ mondial, derrière Thomas Piketty et une partie des économistes de l'école d'économie de Paris, s'est récemment dissociée de l'optimisme réformateur, sans prendre pour autant radicalement parti contre la réforme. Les Économistes atterrés, quant à eux, se sont très vite mobilisés face à une loi aux effets négatifs prévisibles, en particulier parce qu'elle va renforcer les logiques de précarisation et de paupérisation dans les franges les moins qualifiées du salariat et accentuer la logique inégalitaire à l'œuvre sur le marché du travail².

Mais il est un autre élément que les réformateurs néolibéraux ne *peuvent* simplement pas concevoir, et qui reste largement absent du débat économique

actuel : c'est la contribution centrale des « réformes structurelles » à la montée de l'instabilité et des « risques politiques », qui fait de toute action réformatrice un vecteur d'accélération de la crise sociale et politique qu'elle prétend combattre. Dans un contexte de dynamique inégalitaire, les réformes structurelles du marché du travail sont avant tout un instrument au service du renforcement de la domination des groupes sociaux les mieux dotés, menée au nom des chômeurs et des précaires face aux *insiders* du marché du travail, et rendue possible par l'affaiblissement tendanciel des organisations syndicales³.

Dans l'impossibilité de mettre en œuvre des réformes négociées qui amélioreraient au moins partiellement la situation des salariés, les gouvernements déploient un discours de plus en plus creux centré sur la modernité, qui cache de plus en plus mal une politique aveugle et sans fin de régression systématique. Mises en œuvre en France par un gouvernement qui revendique encore l'étiquette « de gauche », les réformes néolibérales accentuent aujourd'hui le désarroi d'une grande partie du monde du travail et de la jeunesse, et suscitent à la fois de nouvelles mobilisations collectives et de nouvelles divisions politiques. Pour la première fois en France, un gouvernement « de gauche » est ainsi confronté à la conjonction d'une opposition interne, d'un mouvement social et d'un désaveu marqué de la part de ses soutiens traditionnels, et

1. Voir : <http://www.slate.fr/story/115021/bataille-economistes-loi-el-khomri>

2. <http://www.atterres.org/article/la-loi-el-khomri-ou-comment-en-finir-avec-le-code-du-travail>

3. Sur le lien entre faiblesse des syndicats de salariés, montée des inégalités et flexibilité du marché du travail, cf. une récente étude menée au FMI par Florence Jaumotte and Carolina Osorio Buitron : <https://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2015/sdn1514.pdf>

n'espère s'imposer qu'à la faveur du soutien du patronat et de l'opposition.

Cette situation exprime précisément l'intensification des risques politiques : la montée du Front National et (en Europe) celle des partis dits « populistes », qui se nourrit de nombreux facteurs, se voit renforcée par la désagrégation de la « gauche », entre la fraction « dominante » (institutionnellement), qui s'engage sur la voie sans issue d'une radicalisation néolibérale, et les organisations et acteurs dominés qui résistent à cette évolution, dans la dispersion et sans projet commun. Les réformes, en accentuant les contradictions de l'ordre néolibéral, nourrissent certes la mobilisation sociale et politique, mais elles vont aussi rendre encore plus légitimes les comportements de rupture au sein des classes populaires, annonçant des fractures de plus en plus grandes au sein de l'ordre politique. ■